

LES TENDANCES DANS LA FINANCE DURABLE

LES INVESTISSEURS INSTITUTIONNELS
PROGRESSENT SUR LA VOIE DE LA FINANCE DURABLE



BNP PARIBAS

La banque
d'un monde
qui change



AVANT-PROPOS

L'INVESTISSEMENT durable s'adapte rapidement aux exigences des investisseurs. Cela n'est guère surprenant, étant donné qu'il englobe les trois piliers des questions environnementales, sociales et de gouvernance (ESG), qui font tous l'objet de nouvelles réflexions et d'innovations. L'aspect environnemental de l'investissement durable prend par exemple désormais en compte des questions émergentes, telles que la perte de biodiversité et le changement climatique, tandis que le débat sur les questions de diversité, d'égalité et d'inclusion a été intégré à l'agenda social. Les investisseurs souhaitent par ailleurs s'impliquer de manière croissante dans la gestion des entreprises dans lesquelles ils investissent en tant que propriétaires d'actifs dans des domaines qu'ils jugent prioritaires, dans le cadre de leur programme de gouvernance.

L'investissement durable a également recours à un large éventail d'approches d'investissement, allant de la sélection négative et de l'exclusion à l'intégration ESG et aux approches de plus en plus populaires que sont l'investissement à impact et l'investissement thématique. Ces approches sont désormais appliquées à la plupart des classes d'actifs, y compris les marchés privés et les actifs alternatifs. En même temps, des questions macroéconomiques telles que la hausse des taux d'intérêt et le retour de l'inflation, ou les risques géopolitiques, doivent être prises en compte. Au sein de l'investissement ESG, l'importance accordée aux différents aspects varie d'une région à l'autre.

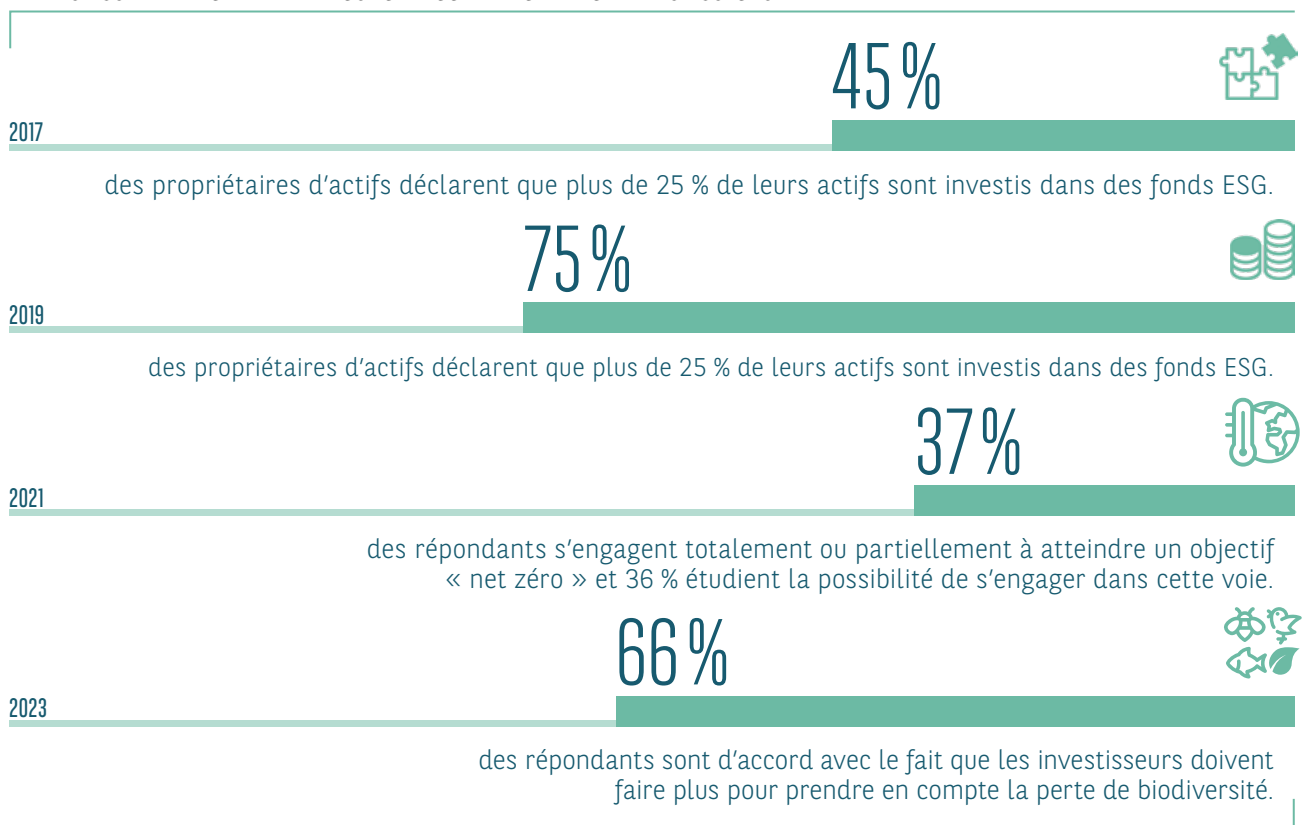
Les investisseurs nord-américains sont ainsi actuellement moins susceptibles de s'être engagés à atteindre l'objectif « net zéro » que les investisseurs européens ou de la région Asie-Pacifique (APAC), tandis qu'ils sont plus susceptibles d'avoir intégré des objectifs de diversité, d'équité et d'inclusion (DEI) dans leurs politiques d'investissement. Du fait de toutes ces tendances, l'investissement durable est devenu complexe et multiforme, tout en étant de plus en plus au cœur des objectifs d'investissement de nombreux investisseurs.

CONTEXTE

LES précédentes enquêtes ESG de BNP Paribas montrent comment l'investissement ESG a progressé dans le monde parmi les investisseurs institutionnels au cours des six dernières années. En 2017, la première enquête mondiale ESG révélait que l'investissement ESG était déjà fortement utilisé, 79 % des personnes interrogées l'intégrant dans leur manière d'investir. Mais si le recours à l'investissement ESG était généralisé, il demeurait également relativement superficiel ; un peu moins de la moitié (48 %) des propriétaires d'actifs avaient investi plus de 25 % de leurs actifs dans des stratégies ESG spécifiques, avec un résultat similaire pour les gestionnaires d'actifs. Le recours à l'investissement ESG était cependant en hausse, les gestionnaires d'actifs et les propriétaires d'actifs déclarant que les stratégies ou les fonds ESG viendraient à occuper une part croissante de leurs investissements au fil du temps.

L'enquête ESG 2019 a quant à elle révélé que l'investissement ESG était de plus en plus ancré dans les stratégies, avec 75 % des propriétaires d'actifs déclarant que plus de 25 % de leurs fonds étaient investis dans des fonds ESG. L'utilisation des Objectifs de développement durable des Nations unies (ODD) était également en hausse, près de deux tiers (65 %) des investisseurs les utilisant pour aligner leur approche d'investissement. En ce qui concerne les principaux moteurs de l'investissement ESG, un peu plus de la moitié (52 %) des investisseurs citaient l'amélioration des rendements à long terme et un peu moins (47 %) le nom et la réputation des entreprises.

L'INVESTISSEMENT DURABLE VA PLUS LOIN POUR DE NOMBREUX INVESTISSEURS



En 2021, l'engagement en faveur d'un objectif « net zéro » de carbone s'intensifiait parmi les investisseurs institutionnels, 37 % des personnes interrogées s'engageant totalement ou partiellement à atteindre un objectif « net zéro » par le biais de leurs investissements, et 36 % supplémentaires explorant s'ils pouvaient se lancer dans un tel engagement. Ces résultats reflétaient l'importance de la lutte contre le changement climatique pour les investisseurs, dans le sillage de l'Accord de Paris de 2015, qui vise à limiter le réchauffement climatique à 1,5 degré Celsius au-dessus des niveaux préindustriels. Les investisseurs ont également réagi aux nouvelles réglementations, telles que le règlement de l'UE relatif à la publication d'informations sur la finance durable (SFDR), ainsi qu'aux demandes de leurs parties prenantes à la fois internes et externes. Parmi les autres résultats clés, on peut citer le fait que le S du sigle ESG continuait d'être considéré comme le pilier le plus difficile à analyser et à intégrer, tandis que la marque et la réputation (59 %) dépassaient l'amélioration des rendements à long terme (45 %) en tant que principal critère en faveur de l'investissement ESG parmi les investisseurs.

En 2023, alors que la question du changement climatique est devenue urgente pour nombre d'entre eux, existe-t-il un consensus sur ce qu'un investissement durable signifie pour les investisseurs ? Et comment cela se traduit-il dans les stratégies d'investissement ? Pour les investisseurs qui se sont engagés à atteindre un objectif « net zéro », comment cet objectif est-il mis en œuvre ? Quelles sont les différences et les similitudes entre les investisseurs des différentes régions en matière d'investissement durable ? Ce rapport examine ces questions et d'autres aspects de la manière dont les investisseurs cherchent à investir de manière durable.

EXISTE-T-IL UN CONSENSUS SUR CE QU'UN INVESTISSEMENT DURABLE SIGNIFIE POUR LES INVESTISSEURS ?

COMMENT LES INVESTISSEURS DÉFINISSENT-ILS LES INVESTISSEMENTS DURABLES ?



PRINCIPALES CONCLUSIONS

DANS le cadre de l'enquête mondiale ESG de cette année, les personnes interrogées ont été invitées à indiquer l'élément le plus important dans leur définition de l'investissement durable. L'absence de consensus sur l'élément le plus important est un point essentiel : seuls trois éléments obtiennent plus de 10 %, et aucun plus de 22 % à l'échelle mondiale. Cela montre à quel point la situation de chaque investisseur est un facteur dans la façon dont il perçoit l'investissement durable et ses priorités.

L'élément le plus important, pour 22 % des personnes interrogées, est qu'il réponde aux critères utilisés par leur entreprise pour définir les investissements durables. C'est de loin l'élément le plus populaire pour les investisseurs nord-américains, avec 42 % des investisseurs américains et 30 % des investisseurs canadiens. En revanche, seuls 18 % des investisseurs de la région APAC et 17 % des investisseurs européens pensent que l'élément le plus important pour définir un investissement durable est qu'il réponde aux critères de leur entreprise. Ces différences régionales mettent en évidence les différences qui existent en matière de surveillance réglementaire. En Amérique du Nord les investisseurs jugent par eux-mêmes ce qui a un impact. En revanche, en Europe et en Asie, où la surveillance réglementaire est relativement plus importante, il y a moins d'ambiguïté pour que le marché mette l'accent sur des questions de durabilité spécifiques.

EN AMÉRIQUE DU NORD LES INVESTISSEURS JUGENT PAR EUX-MÊMES CE QUI A UN IMPACT. EN REVANCHE, EN EUROPE ET EN ASIE, OÙ LA SURVEILLANCE RÉGLEMENTAIRE EST RELATIVEMENT PLUS IMPORTANTE, IL Y A MOINS D'AMBIGUÏTÉ POUR QUE LE MARCHÉ METTE L'ACCENT SUR DES QUESTIONS DE DURABILITÉ SPÉCIFIQUES

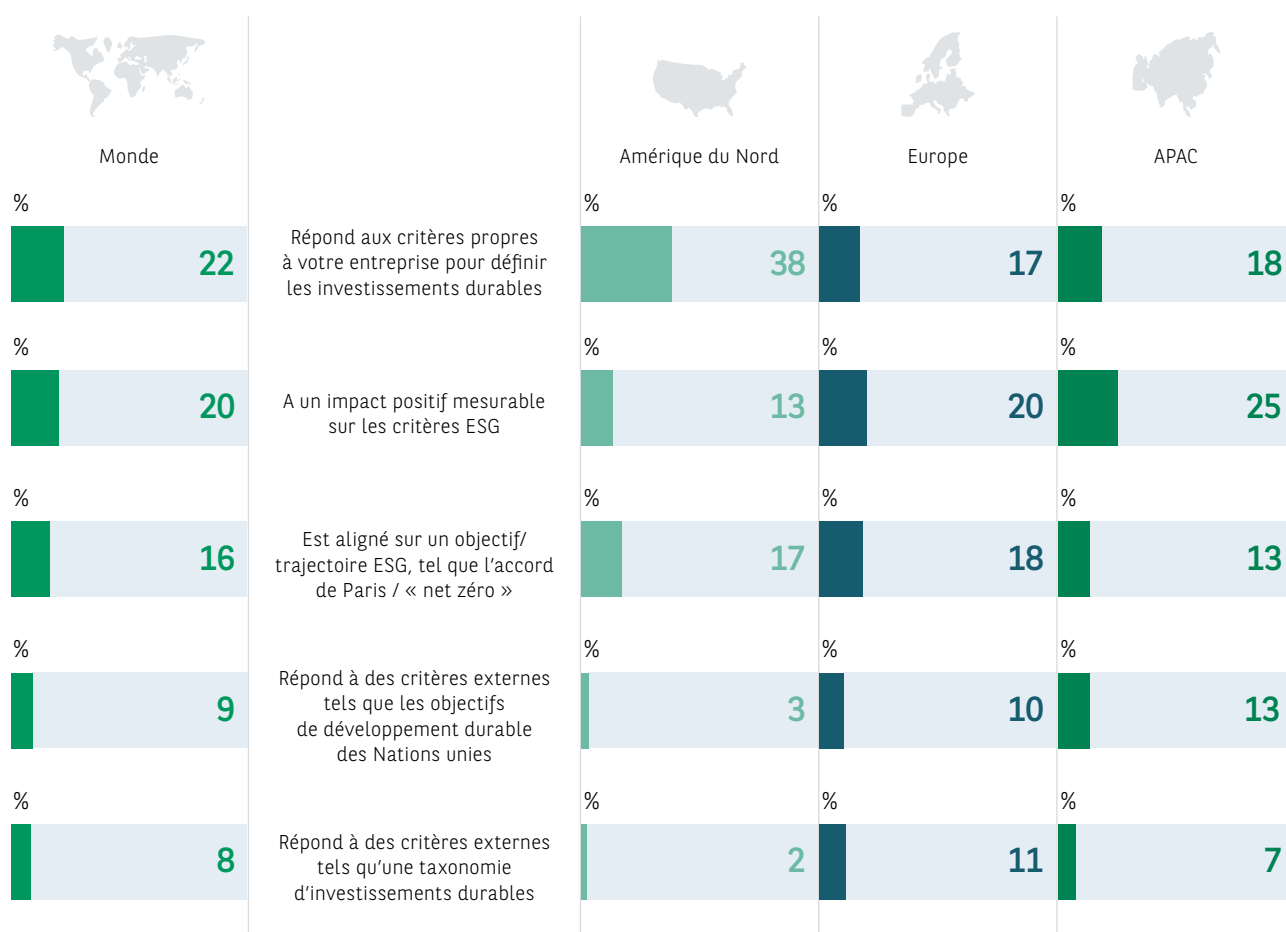
Bien que les entreprises européennes et de la région APAC appliquent elles aussi leurs propres critères, elles sont plus susceptibles d'être influencées par les décideurs politiques et les organismes de réglementation, ainsi que par les gouvernements et les investisseurs influents. Le DSI d'une compagnie d'assurance chinoise a ainsi déclaré vouloir commencer à allouer des capitaux aux produits ESG « parce qu'en Chine, le gouvernement et le régulateur font pression pour que les entreprises accélèrent leurs progrès en matière d'ESG. » Pour certains investisseurs européens, le moteur équivalent est l'adoption d'objectifs climatiques alignés sur ceux de Paris. Ceci conduit les investisseurs à s'engager en faveur de la neutralité carbone et à réduire progressivement l'empreinte carbone de leurs portefeuilles. Ces deux exemples montrent que les investisseurs de la région APAC et européens sont souvent guidés par des politiques et des réglementations « top-down » (descendantes), tandis que les investisseurs nord-américains ont tendance à adopter une approche « bottom-up » (ascendantes).

Les propriétaires d'actifs (27 %) sont également plus susceptibles que les gestionnaires d'actifs (18 %) ou les hedge funds et les sociétés de capital-investissement (18 %) de convenir que l'aspect le plus important d'un investissement durable est qu'il réponde à leurs propres critères de définition d'un investissement durable. Dans ce cas, les gestionnaires d'actifs, les hedge funds et les sociétés de capital-investissement sont susceptibles d'être influencés par les souhaits de leurs clients quant à la définition d'un investissement durable.

**LES PROPRIÉTAIRES
D'ACTIFS SONT ÉGALEMENT
PLUS SUSCEPTIBLES DE
CONVENIR QUE L'ASPECT
LE PLUS IMPORTANT D'UN
INVESTISSEMENT DURABLE
EST QU'IL RÉPONDE À
LEURS PROPRES CRITÈRES
DE DÉFINITION D'UN
INVESTISSEMENT DURABLE**

L'AVIS DES INVESTISSEURS SUR LES ASPECTS LES PLUS IMPORTANTS D'UN INVESTISSEMENT DURABLE

Quel est, selon vous, l'élément le plus important dans la définition de « ce qu'est un investissement durable » ?



Dans l'ensemble, le deuxième aspect le plus fréquemment mentionné pour définir un investissement durable est qu'il ait un impact positif mesurable sur les critères ESG, avec un cinquième (20 %) des personnes interrogées. Ce chiffre ne dépasse toutefois pas 13 % en Amérique du Nord, contre 20 % en Europe et 25 % dans la région APAC. Ce résultat global permet d'expliquer pourquoi l'investissement à impact devient une approche ESG importante (voir le glossaire à la page 22 pour les définitions de l'investissement à impact et d'autres méthodes d'investissement ESG). À titre d'exemple, un gestionnaire de fonds d'investissement australien donne la définition suivante pour l'investissement durable : « Un investissement durable peut être assimilé à une entreprise ou à des actifs capables de générer des rendements avant tout, mais sans compromettre nos objectifs en matière de durabilité, de décarbonation ou de normes de travail. »



Un investissement durable peut être assimilé à une entreprise ou à des actifs capables de générer des rendements avant tout, mais sans compromettre nos objectifs en matière de durabilité, de décarbonation ou de normes de travail.

Un gestionnaire de fonds d'investissement australien

Chez d'autres, l'investissement à impact peut revêtir un caractère encore plus fondamental. Un cadre supérieur d'un gestionnaire d'actifs néerlandais spécialisé dans l'investissement à impact le définit ainsi : « Le rapport Brundtland¹, et sa définition du développement durable, est toujours à la base de tout ce que nous faisons. Nous voulons que nos investissements n'aient aucun impact négatif sur les générations futures ou sur les sociétés vulnérables aujourd'hui. »

Si les deux premiers aspects de la définition d'un investissement durable peuvent être assez subjectifs, le troisième aspect le plus fréquemment cité est plus objectif. Il s'agit de l'alignement sur un objectif ou une voie ESG, tel que l'Accord de Paris ou un objectif « net zéro », avec 16 % des personnes interrogées dans l'ensemble, bien que ce chiffre tombe à 13 % dans la région APAC. Cet élément est au demeurant moins populaire chez les propriétaires d'actifs (13 %) que chez les gestionnaires d'actifs (17 %), les hedge funds et les sociétés de capital-investissement (22 %). Pour ces derniers, son objectivité est susceptible de constituer un avantage pour démontrer de manière transparente la durabilité d'un fonds ou d'une stratégie aux investisseurs potentiels et aux autres sélectionneurs de fonds.

1. Le rapport Brundtland a été publié par la Commission mondiale sur l'environnement et le développement (CMED) en 1987 et a introduit le concept de développement durable comme réponse aux problèmes de conciliation des questions environnementales avec la croissance économique et l'équité sociale. Il porte le nom de l'ancienne Première Ministre norvégienne Gro Harlem Brundtland, qui a présidé la CMED, également appelée Commission Brundtland.

PRINCIPAUX OBJECTIFS ESG DES INVESTISSEURS

POUR les investisseurs, leurs principaux objectifs ESG seront un facteur déterminant de la manière dont ils appliqueront l'investissement ESG à leur portefeuille d'investissement. Au niveau mondial, les résultats montrent que l'objectif ESG majeur le plus populaire est d'avoir recours à l'actionnariat actif pour contribuer à promouvoir des objectifs ESG sélectionnés dans les entreprises investies (46 %), devant l'allocation d'un certain montant ou pourcentage aux investissements à impact (42 %), l'intégration des objectifs DEI dans les politiques d'investissement (41 %), l'engagement à atteindre le « net zéro » à une certaine date (41 %), et le désinvestissement d'un certain pourcentage, ou l'exclusion totale des actifs à forte intensité de carbone (36 %).

Ces résultats concernent tous les objectifs clés actuels ; dans les deux prochaines années, une réduction programmée de l'empreinte carbone en s'appuyant sur les méthodologies des « scopes » 1, 2 et 3² (50 %) est l'objectif clé le plus largement choisi, devant l'engagement en faveur du « net zéro » (48 %), l'investissement dans des actifs à faible émission de carbone et le recours à l'actionnariat actif (45 %). Au vu de ces résultats, il est évident que les objectifs ESG clés des investisseurs ont tendance à se centrer davantage sur la transition vers une économie à faibles émissions de carbone et la décarbonation au cours des deux prochaines années, et ce, dans les trois régions concernées par l'enquête.

AU NIVEAU MONDIAL, LES
RÉSULTATS MONTRENT QUE
L'OBJECTIF ESG MAJEUR LE
PLUS POPULAIRE EST D'AVOIR
RECOURS À L'ACTIONNARIAT
ACTIF POUR CONTRIBUER
À PROMOUVOIR DES OBJECTIFS
ESG SÉLECTIONNÉS DANS LES
ENTREPRISES INVESTIES

2. Les émissions des scopes 1, 2 et 3 sont des catégories différentes d'émissions de gaz à effet de serre. Les émissions de scope 1 sont directement dues aux activités et opérations d'une entreprise, tandis que les émissions de scope 2 sont des émissions indirectes créées par la production de l'énergie consommée par une entreprise. Les émissions de scope 3 sont plus difficiles à contrôler pour une entreprise, car il s'agit d'émissions indirectes provenant de l'ensemble de sa chaîne de valeur, de ses fournisseurs aux clients finaux qui utilisent les produits qu'elle commercialise.

Les commentaires des investisseurs dans une série d'entretiens qualitatifs confirment la combinaison d'objectifs ESG clés et l'importance des objectifs liés à la décarbonation. Le responsable des investissements ESG d'un fonds de pension américain dans le secteur des soins de santé a par exemple déclaré : « Nous avons élaboré une feuille de route vers la neutralité carbone, car nous poursuivons un objectif « net zéro ». Nous avons ensuite cinq piliers de stratégie ESG centrés sur l'équité en matière de santé, le changement climatique, les objectifs DEI, l'économie circulaire et la sécurité des données pour les patients. Un gestionnaire d'actifs néerlandais a pour sa part affirmé : « Nous avons des objectifs climatiques alignés sur ceux de Paris, qui ont été fixés en 2020. Depuis lors, nous avons bien progressé dans la réduction de notre empreinte carbone. »

Au niveau régional, on observe une forte augmentation des objectifs ESG clés liés à la décarbonation parmi les investisseurs nord-américains, et ce, tant pour les investisseurs canadiens que pour les investisseurs américains.



Nous avons élaboré une feuille de route vers la neutralité carbone, car nous poursuivons un objectif « net zéro ». Nous avons ensuite cinq piliers de stratégie ESG centrés sur l'équité en matière de santé, le changement climatique, les objectifs DEI, l'économie circulaire et la sécurité des données pour les patients.

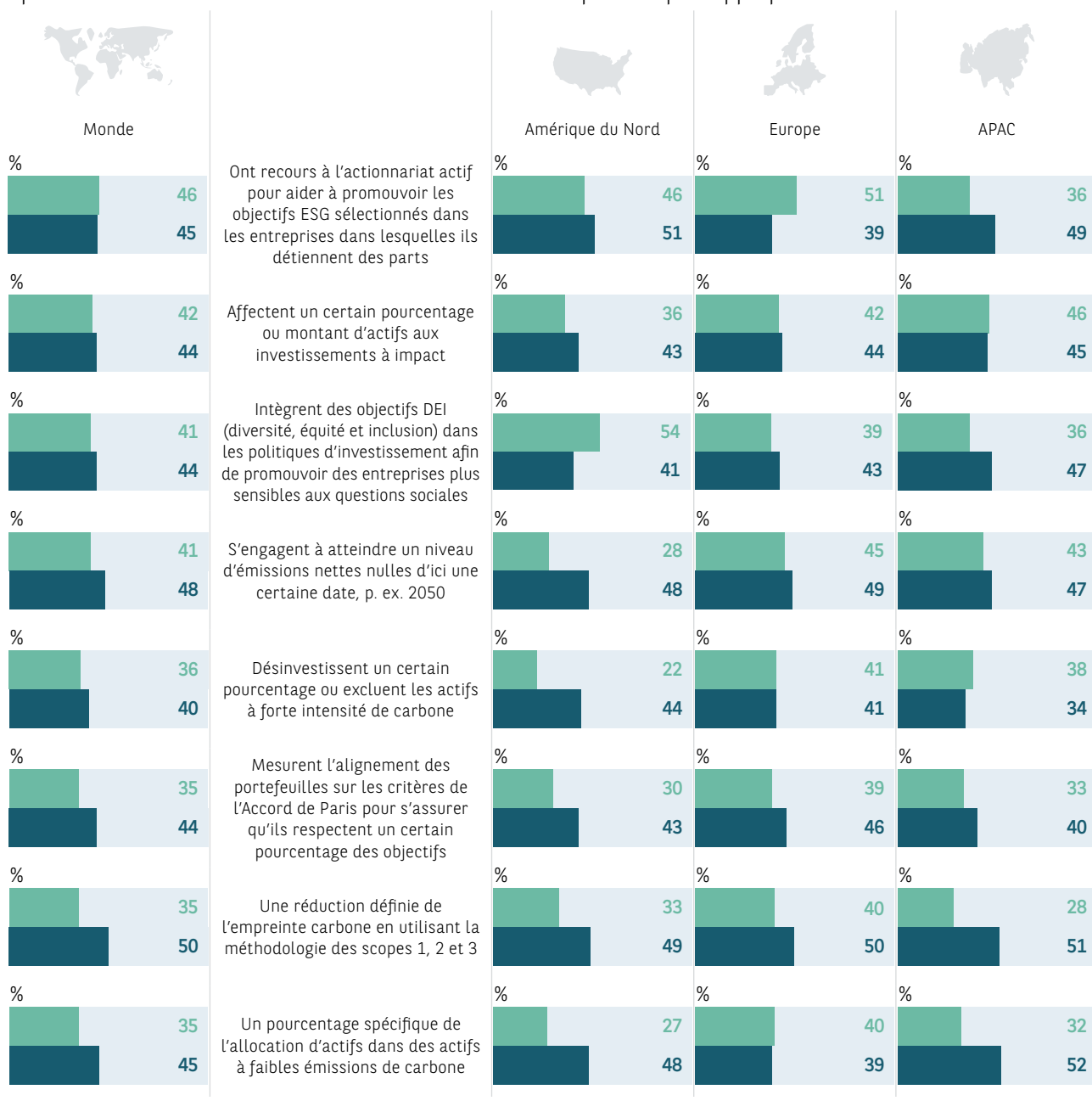
Un responsable des investissements ESG d'un fonds de pension américain dans le secteur des soins de santé

Le pourcentage d'investisseurs s'engageant à atteindre l'objectif « net zéro » au Canada passe ainsi de 37 % aujourd'hui à 57 % dans les deux prochaines années, tandis que ces chiffres sont de 23 % aujourd'hui et de 43 % dans les deux prochaines années pour les investisseurs aux États-Unis. Dans le même ordre d'idées, l'objectif d'une réduction définie de l'empreinte carbone en ayant recours à la méthodologie des scopes 1, 2 et 3 augmente chez les investisseurs canadiens, passant de 43 % aujourd'hui à 53 % dans les deux ans, avec une augmentation de 28 à 47 % chez les investisseurs américains.

En ce qui concerne le désinvestissement ou l'exclusion des actifs à forte intensité de carbone en tant qu'objectif clé, les investisseurs américains devraient dépasser leurs homologues canadiens ; le nombre d'investisseurs américains désinvestissant ou excluant les actifs à forte intensité de carbone en tant qu'objectif ESG clé passera de 20 % aujourd'hui à 48 % dans les deux prochaines années, par rapport à 27 % et 37 % respectivement pour les investisseurs canadiens. Ces résultats remettent en cause la perception selon laquelle les investisseurs américains sont moins intéressés que leurs homologues étrangers par l'investissement durable. Pour les investisseurs américains, les opportunités d'investissement dans les énergies vertes et les technologies propres pourraient constituer un nouveau facteur d'incitation. Un propriétaire d'actifs nord-américain a souligné cette approche en déclarant : « Nos objectifs en matière de développement durable portent sur ce que nous faisons pour réduire les émissions de gaz à effet de serre, notamment en investissant dans les véhicules électriques, les énergies renouvelables, etc. »

PRINCIPAUX OBJECTIFS ESG DES INVESTISSEURS PAR RÉGION

Quels sont les principaux objectifs ESG de votre entreprise, aujourd'hui et dans les deux prochaines années ? Veuillez sélectionner toutes les réponses qui s'appliquent.



■ Aujourd'hui ■ Dans les deux prochaines années

% Plusieurs réponses possibles

L'examen d'autres résultats concernant les objectifs ESG clés aujourd'hui et dans les deux prochaines années révèle des tendances intéressantes. En Europe, par exemple, l'actionnariat actif devrait passer du premier objectif ESG actuel (51 %) au cinquième (39 %) dans les deux prochaines années. Dans le même temps, les investisseurs européens accorderont de plus en plus d'importance à l'engagement en faveur du « net zéro » et à l'intégration des objectifs DEI dans leurs politiques d'investissement. Il est possible que lorsqu'ils sont interrogés sur leurs principaux objectifs ESG pour les deux prochaines années, les investisseurs se concentrent naturellement davantage sur les domaines dans lesquels ils prévoient d'accroître leur activité. Les investisseurs européens peuvent ainsi avoir l'intention de maintenir leur recours à l'actionnariat actif et, en ce qui concerne l'avenir, se concentrer sur les domaines dans lesquels ils souhaitent faire plus, comme l'intégration des objectifs DEI dans les politiques d'investissement. L'augmentation future de cette pratique en Europe et en Asie-Pacifique pourrait être la principale conclusion de cette enquête, tandis que les investisseurs nord-américains, où 54 % d'entre eux considèrent déjà cela comme un objectif ESG clé à l'heure actuelle, adoptent une approche « utiliser et maintenir », tout en intensifiant leurs activités dans d'autres domaines.

Dans le même temps, il est également possible que les objectifs ESG clés perdent de leur importance si les investisseurs estiment qu'ils ont atteint leurs limites. Le désinvestissement des actifs à forte intensité de carbone devrait ainsi diminuer en tant qu'objectif ESG clé parmi les investisseurs

de la région APAC, passant de 38 % aujourd'hui à 34 % au cours des deux prochaines années. Cela s'explique probablement par le fait qu'il est de plus en plus difficile de se défaire d'actifs au fil du temps. Une fois que les cibles faciles ont été atteintes, les investisseurs doivent prendre en compte la diversification, l'exposition sectorielle et la construction globale du portefeuille, ce qui rend plus difficile de se débarrasser des investissements à mesure que le pool d'actifs à forte intensité de carbone se réduit. À l'appui de cette approche des investisseurs de la région APAC, les résultats montrent également que davantage d'investisseurs de cette région se donneront comme objectifs ESG clés la réduction de leur empreinte carbone et l'allocation spécifique d'actifs à faible intensité de carbone au cours des deux prochaines années, avec des augmentations de 28 à 51 % pour le premier objectif et de 32 à 52 % pour le second.

Ces résultats montrent que, dans l'ensemble, les investisseurs de la région APAC adressent la question du changement climatique. Ils indiquent également que les investisseurs de la région APAC s'engageront de plus en plus à atteindre l'objectif « net zéro. » Dans le même temps, les investisseurs d'Amérique du Nord, qui prévoient d'augmenter le désinvestissement ou l'exclusion des actifs à forte intensité de carbone peuvent penser qu'ils peuvent faire plus dans ce domaine, tandis que pour les investisseurs européens, où il n'y a pas de changement dans le recours au désinvestissement ou à l'exclusion, ils sont considérés comme une option valable pour les investisseurs dans le cadre d'une approche d'engagement.

PRINCIPAUX OBJECTIFS ESG DES INVESTISSEURS PAR TYPE D'ENTREPRISE

Quels sont les principaux objectifs ESG de votre entreprise, aujourd'hui et dans les deux prochaines années ? Veuillez sélectionner toutes les réponses qui s'appliquent.



■ Aujourd'hui ■ Dans les deux prochaines années

% Plusieurs réponses possibles

Certaines tendances sont communes aux trois types d'investisseurs, en particulier le recours accru à une réduction définie de l'empreinte carbone à l'aide de mesures des scopes 1, 2 et 3 (de 35 % actuellement à 50 % dans les deux prochaines années sur une base globale), et à une allocation spécifique aux actifs à faible intensité de carbone (de 35 % actuellement à 45 % dans les deux prochaines années sur une base globale). Dans les deux cas, les trois types d'investisseurs prévoient d'accroître ces activités en tant qu'objectifs ESG clés. Il est probable que ces objectifs soient liés, l'objectif d'une réduction de l'empreinte carbone conduisant à une allocation à des actifs à faible intensité de carbone. Et ces objectifs sont presque certainement liés à l'objectif d'un engagement « net zéro », qui augmente très fortement chez les gestionnaires d'actifs et, dans une moindre mesure, chez les hedge funds et les sociétés de capital-investissement. Ceci montre que les investisseurs sont fortement incités à agir en faveur de la décarbonation, en ayant recours à la méthodologie des scopes 1, 2 et 3 pour mesurer l'empreinte carbone et assurer ainsi plus de clarté et de transparence.

Selon le type d'investisseur, une différence essentielle réside dans le fait que davantage de propriétaires d'actifs (43 %) citent le désinvestissement des actifs à forte intensité de carbone comme un objectif clé aujourd'hui, par rapport aux gestionnaires d'actifs



Les institutions financières intègrent de plus en plus le développement durable dans leurs stratégies d'investissement de manière systématique, en intégrant progressivement l'investissement durable dans les principales classes d'actifs, typiquement des actions vers d'autres classes d'actifs.

Delphine Queniart, Head of Sustainable Finance Client Engagement, Global Markets, BNP Paribas

(33 %), aux hedge funds et aux sociétés de capital-investissement (25 %). Mais cette tendance devrait s'inverser au cours des deux prochaines années, reculant en tant qu'objectif clé pour les propriétaires d'actifs (32 %), et augmentant pour les gestionnaires d'actifs (47 %) et les hedge funds et sociétés de capital-investissement (40 %). L'une des raisons possibles est que les propriétaires d'actifs estiment avoir adressé cette question et ne prévoient donc pas d'en faire plus à l'avenir, tandis que les gestionnaires d'actifs, les hedge funds et les sociétés de capital-investissement sont moins avancés en matière de désinvestissement et d'exclusion et sont conscients qu'ils vont devoir en faire plus à l'avenir.

Un autre facteur possible est que les propriétaires d'actifs, tels que les grands fonds de pension et les compagnies d'assurance, ont subi une pression plus forte pour se désengager des actifs à forte intensité de carbone afin de réduire leur exposition et de mieux répondre aux demandes de leurs investisseurs. Delphine Queniart, Head of Sustainable Finance Client Engagement, au sein du métier Global Markets de BNP Paribas, commente : « Les institutions financières intègrent de plus en plus le développement durable dans leurs stratégies d'investissement de manière systématique, en intégrant progressivement l'investissement durable dans les principales classes d'actifs, typiquement des actions vers d'autres classes d'actifs. Les approches et les priorités de ces institutions sont étroitement liées à leurs parties prenantes et au cadre qu'elles définissent. Nous constatons que si le climat (décarbonation et trajectoires) est une priorité essentielle à l'heure actuelle, des thématiques tels que les objectifs DEI, les questions sociales, la destruction des écosystèmes naturels et l'érosion de la biodiversité et la gouvernance sont appelés à gagner en importance en tant que thématiques clés pour l'actionnariat actif. »

A person is seen from behind, sitting on a beach and looking out at the ocean under a starry night sky. The sky is filled with numerous stars and a faint nebula, creating a deep blue and purple gradient. The person is wearing a patterned top. The overall mood is contemplative and serene.

COMMENT LES INVESTISSEURS INTÈGUMENT LE DÉVELOPPEMENT DURABLE DANS LEURS PORTEFEUILLES

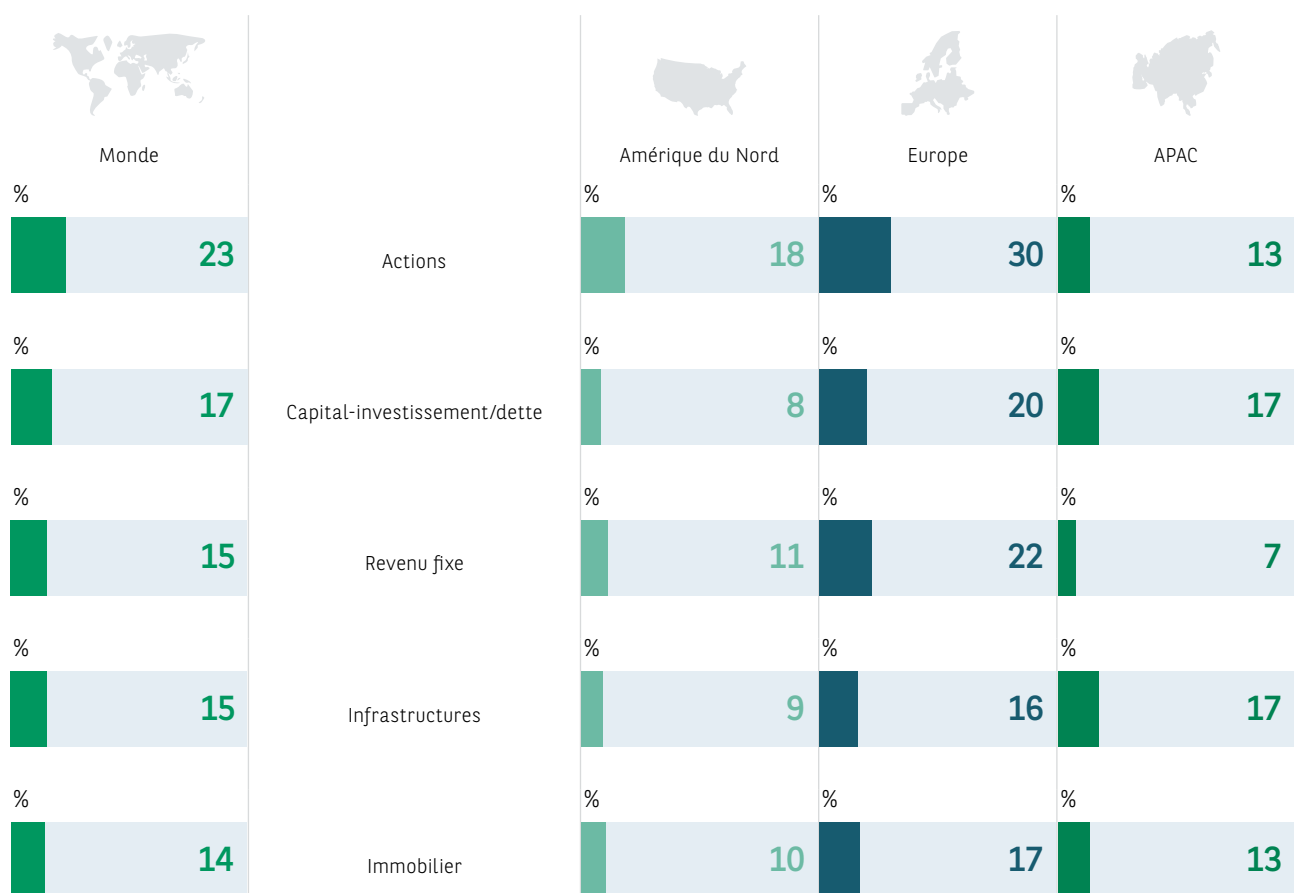
PARMI les investisseurs institutionnels, l'investissement ESG est normalement d'abord utilisé dans les principales classes d'actifs, généralement les actions, puis étendu au fil du temps à d'autres classes, telles que les titres à revenu fixe, les marchés privés, l'immobilier et d'autres classes d'actifs.

Cette tendance se vérifie lorsque l'on demande aux investisseurs le pourcentage de leurs allocations aux différentes classes d'actifs représenté par l'investissement ESG. Près d'un quart (23 %) des personnes interrogées ont déclaré que 50 % ou plus de leurs investissements en actions intègrent l'ESG. En ce qui concerne les titres à revenu fixe, 15 % des personnes interrogées déclarent que 50 % ou plus de leurs investissements en titres à revenu fixe intègrent l'ESG. L'ESG est également intégré dans la dette privée et les actions, avec 17 % des personnes interrogées ayant 50 % ou plus de leurs investissements en dette privée/actions intégrant l'ESG.

23 %
DES PERSONNES
INTERROGÉES ONT
DÉCLARÉ QUE 50 %
OU PLUS DE LEURS
INVESTISSEMENTS
EN ACTIONS
INTÈGRENT L'ESG

RECOURS À L'ESG PAR CLASSE D'ACTIFS (% DE PERSONNES INTERROGÉES DONT 50% OU PLUS DES INVESTISSEMENTS INTÈGRENT L'ESG)

Quel pourcentage de vos investissements dans les classes d'actifs suivantes intègre l'ESG ?



Top 5 - % des actifs dans l'ESG (>50 %)

De manière générale, les investisseurs européens sont plus susceptibles que les investisseurs nord-américains et de la région APAC d'avoir 50 % ou plus de leurs investissements dans les classes d'actifs ci-dessus qui intègrent l'ESG. Le Canada se distingue ici de son voisin, puisqu'il figure parmi les pays ayant les pourcentages les plus élevés de personnes interrogées dont plus de 50 % des investissements en actions intègrent l'ESG (43 %), devant la France (40 %), la Suède (33 %), le Danemark (45 %), l'Espagne (30 %) et le Royaume-Uni (33 %). En comparaison, seuls 5 % des personnes interrogées aux États-Unis ont 50 % ou plus de leurs investissements en actions qui intègrent l'ESG.



Du côté du crédit, le problème, en particulier pour les prêts à effet de levier, est que moins de 10 % des entreprises sont publiques et que les données sont sporadiques. Souvent, vous devez utiliser la moyenne du secteur ou de l'industrie pour une entreprise lorsque vous n'utilisez pas de chiffres réels.

Un gestionnaire d'investissement de fonds de pension européen

Pour les investisseurs américains, un pourcentage plus élevé de personnes interrogées, 57 %, comparé à 37 % dans l'ensemble, ont entre 1 et 25 % de leurs investissements en actions qui intègrent l'ESG. Une tendance similaire peut être observée pour l'utilisation de l'ESG dans les investissements à revenu fixe, avec plus d'investisseurs européens ayant 50 % ou plus de leurs investissements à revenu fixe incorporant l'ESG, que les investisseurs de la région APAC ou de l'Amérique du Nord.

Pour les investisseurs, l'élargissement de l'éventail des classes d'actifs utilisées pour l'investissement ESG pose plusieurs défis. Un gestionnaire de fonds de pension européen déclare : « Du côté du crédit, le problème, en particulier pour les prêts à effet de levier, est que moins de 10 % des entreprises sont publiques et que les données sont sporadiques. Il vous faut souvent utiliser la moyenne du secteur ou de l'industrie pour une entreprise lorsque vous ne disposez pas des valeurs réelles. » Le même défi peut s'appliquer aux actifs du marché privé, comme l'affirme un gestionnaire d'actifs européen : « En ce qui concerne le capital-investissement, la dette privée, l'immobilier, l'infrastructure et les terres agricoles, nos politiques ESG doivent être élaborées au cours des prochaines années, car les données sont en retard, mais l'impact potentiel est beaucoup plus important. »

MÉTHODES UTILISÉES POUR L'INVESTISSEMENT DURABLE

LES investisseurs ont recours à un large éventail d'approches en matière d'investissement ESG, qui évolue au fil du temps. À l'heure actuelle, l'intégration ESG est l'approche la plus largement utilisée, par 70 % des investisseurs au niveau mondial, suivie par le filtrage négatif (54 %), l'investissement thématique (47 %) et l'investissement à impact (45 %).

Les investisseurs européens sont les plus grands adeptes de ces approches : 75 % d'entre eux ont recours à l'intégration ESG, 54 % au filtrage négatif, 53 % cherchent à investir dans les leaders (aussi appelés « best-in-class ») d'un secteur donné en matière d'ESG et 52 % ont recours à l'investissement à impact. Les investisseurs de la région APAC sont très favorables à la sélection négative (62 % contre 54 % dans l'ensemble). Alors que les investisseurs nord-américains ont des taux d'utilisation plus faibles pour ces approches ESG, l'intégration ESG et le filtrage négatif sont deux approches qu'ils privilégient aujourd'hui. Par type d'entreprise, les propriétaires d'actifs se distinguent ici par leur recours à la propriété active (51 % contre 46 % dans l'ensemble), tandis que les gestionnaires d'actifs ont davantage recours au filtrage négatif et à l'investissement à impact que la plupart des autres personnes interrogées. Les hedge funds et les sociétés de capital-investissement ont quant à eux plus recours à l'intégration ESG que la moyenne des personnes interrogées, et moins recours à l'actionnariat actif et à l'investissement à impact.

L'INTÉGRATION ESG EST
L'APPROCHE LA PLUS
LARGEMENT UTILISÉE, PAR
70 % DES INVESTISSEURS
AU NIVEAU MONDIAL

EXPLICATION DES DIVERSES APPROCHES D'INVESTISSEMENT DURABLE OU ESG

L'**intégration** ESG consiste à prendre en compte les considérations ESG financièrement significatives dans le processus de prise de décision en matière d'investissement. Ce faisant, les investisseurs pensent qu'ils peuvent améliorer la gestion des risques et les rendements futurs.

Le **filtrage négatif** est l'utilisation d'un écran ou d'un filtre pour exclure certains investissements, tels que les entreprises présentant des caractéristiques ESG négatives, ou les activités ou secteurs qu'un investisseur souhaite éviter.

L'investissement « **best-in-class** » signifie que les investisseurs se concentrent sur la recherche d'entreprises très bien notées sur les critères ESG. Il peut être utilisé lorsque les investisseurs allouent des fonds à des secteurs où de nombreuses entreprises sont peu performantes au regard des critères ESG, mais où une certaine exposition au secteur est jugée importante.

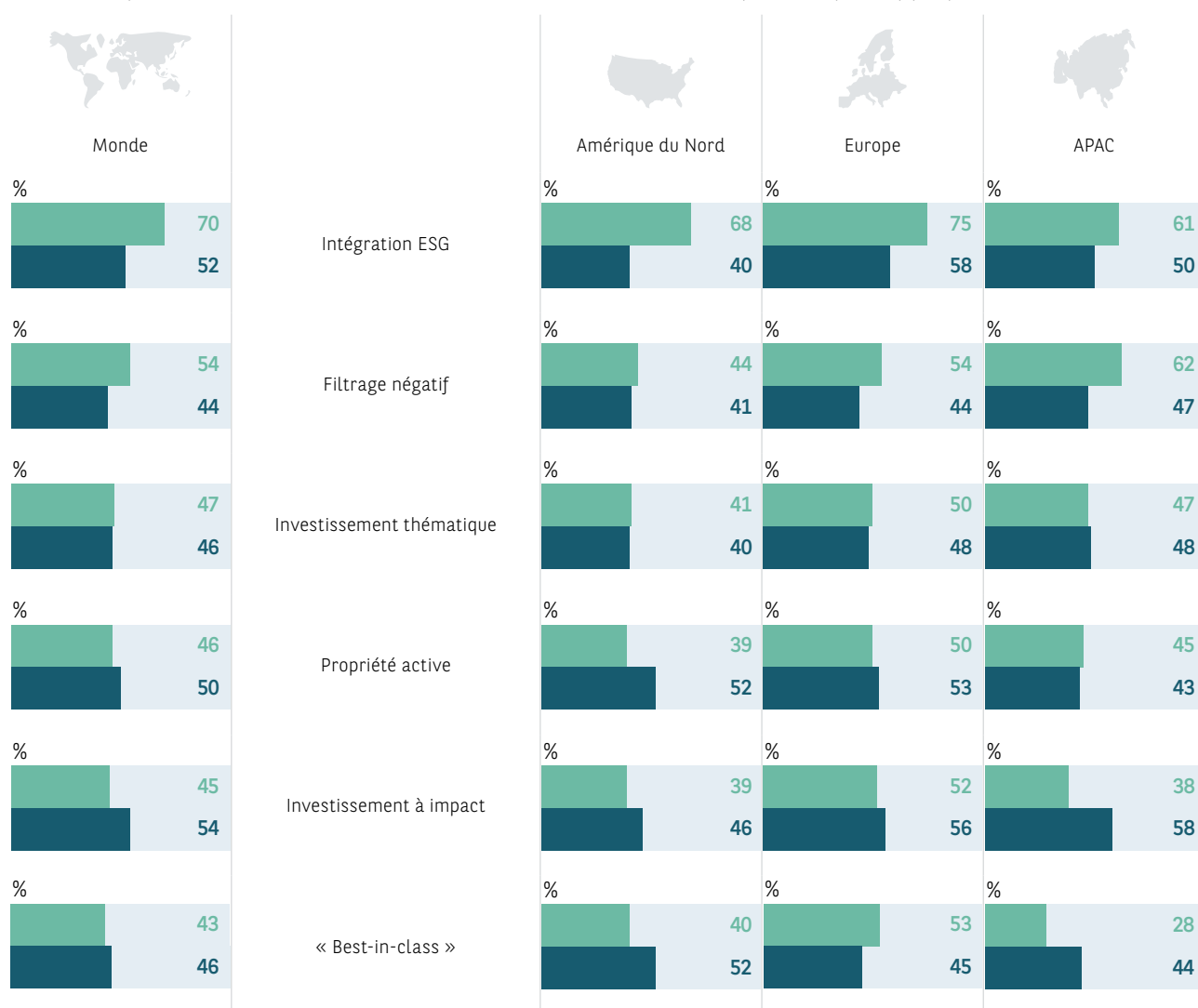
L'**investissement thématique** consiste à investir dans des activités considérées comme bénéficiant de tendances à long terme, telles que le passage aux énergies renouvelables et aux technologies propres.

L'**investissement à impact** est un processus d'investissement dont l'objectif est d'avoir un impact positif et mesurable sur les critères ESG tout en générant un rendement financier.

L'**actionnariat actif** désigne l'implication des actionnaires dans la gestion de l'entreprise détenue, que ce soit par le biais d'un dialogue, d'un vote et d'autres mesures, dans le but d'influencer positivement l'approche de l'entreprise en matière environnementale, sociale et de gouvernance. En fin de compte, si les actionnaires estiment que l'actionnariat actif ne fonctionne pas, ils peuvent décider de désinvestir ou de vendre leurs parts dans une entreprise donnée.

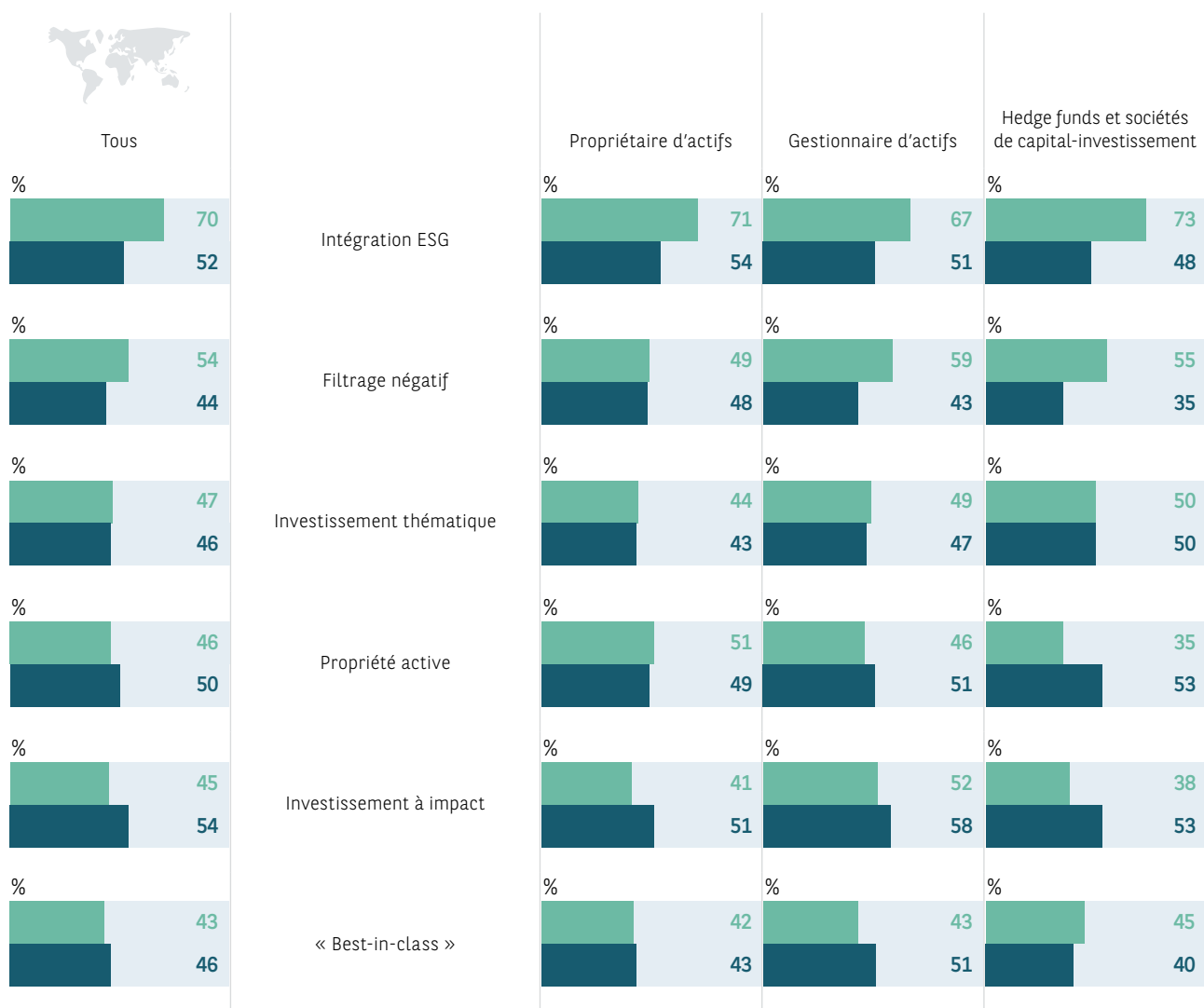
APPROCHES ESG UTILISÉES ACTUELLEMENT ET DANS LES DEUX PROCHAINES ANNÉES, PAR RÉGION ET PAR TYPE D'INVESTISSEUR

Parmi les approches/stratégies ESG suivantes, quelles sont celles auxquelles vous avez recours au sein de votre entreprise, et quelles sont celles qui, selon vous, joueront un rôle au cours des deux prochaines années ? Veuillez sélectionner toutes les réponses qui s'appliquent.



APPROCHES ESG UTILISÉES ACTUELLEMENT ET DANS LES DEUX PROCHAINES ANNÉES PAR TYPE D'INVESTISSEUR

Parmi les approches/stratégies ESG suivantes, quelles sont celles auxquelles vous avez recours au sein de votre entreprise, et quelles sont celles qui, selon vous, joueront un rôle au cours des deux prochaines années ? Veuillez sélectionner toutes les réponses qui s'appliquent.



En interrogeant les participants à l'enquête sur les méthodes qui devraient jouer un rôle au cours des deux prochaines années, on constate des changements intéressants par rapport aux approches utilisées aujourd'hui. Le recours à l'intégration ESG (de 70 à 52 %) et au filtrage négatif (de 54 à 44 %) devrait diminuer, tandis que le recours à l'investissement à impact devrait augmenter de 45 à 54 %. La propriété active devrait également augmenter, passant de 46 à 50 %, tandis que le recours à la méthode « best-in-class », qui consiste à sélectionner les meilleures actions d'un secteur donné sur la base d'un tableau de bord ESG, devrait progresser légèrement, passant de 43 à 46 %. Il convient de noter ici que l'investissement à impact et l'actionnariat actif sont des approches de l'investissement ESG qui visent à apporter des changements positifs via la manière dont les actifs sont investis et dont les investisseurs s'acquittent de leurs responsabilités en matière d'actionnariat. On peut également affirmer que l'investissement « best-in-class » est similaire, puisqu'il s'agit de sélectionner les meilleurs investissements d'un point de vue ESG au sein d'un secteur donné. Le recours accru à ces approches s'inscrit dans les plans des investisseurs visant à réduire leur empreinte carbone et à atteindre des objectifs « net zéro ».

Il est également à noter que cette tendance s'applique aux trois régions. En ce qui concerne l'investissement à impact, son utilisation devrait passer de 39 % des investisseurs nord-américains et 38 % des investisseurs de la région APAC à respectivement 46 et 58 %. Pour l'Europe, l'augmentation est de 52 % des investisseurs aujourd'hui à 56 % dans les deux prochaines années pour l'investissement à impact et de 50 à 53 % pour l'actionnariat actif. L'augmentation du recours à l'investissement à impact est également observée chez les propriétaires d'actifs (de 41 à 51 %), les gestionnaires d'actifs (de 52 à 58 %), les hedge funds et les sociétés de capital-investissement (de 38 à 53 %). Ce dernier type d'investisseurs s'attend également à une forte augmentation du recours à l'actionnariat actif, qui devrait passer de 35 à 53 %.

**LE RECOURS À
L'INVESTISSEMENT À
IMPACT DEVRAIT PASSER
DE 39 % DES INVESTISSEURS
NORD-AMÉRICAINS ET
38 % DES INVESTISSEURS
DE LA RÉGION APAC À
RESPECTIVEMENT 46%
ET 58 %**

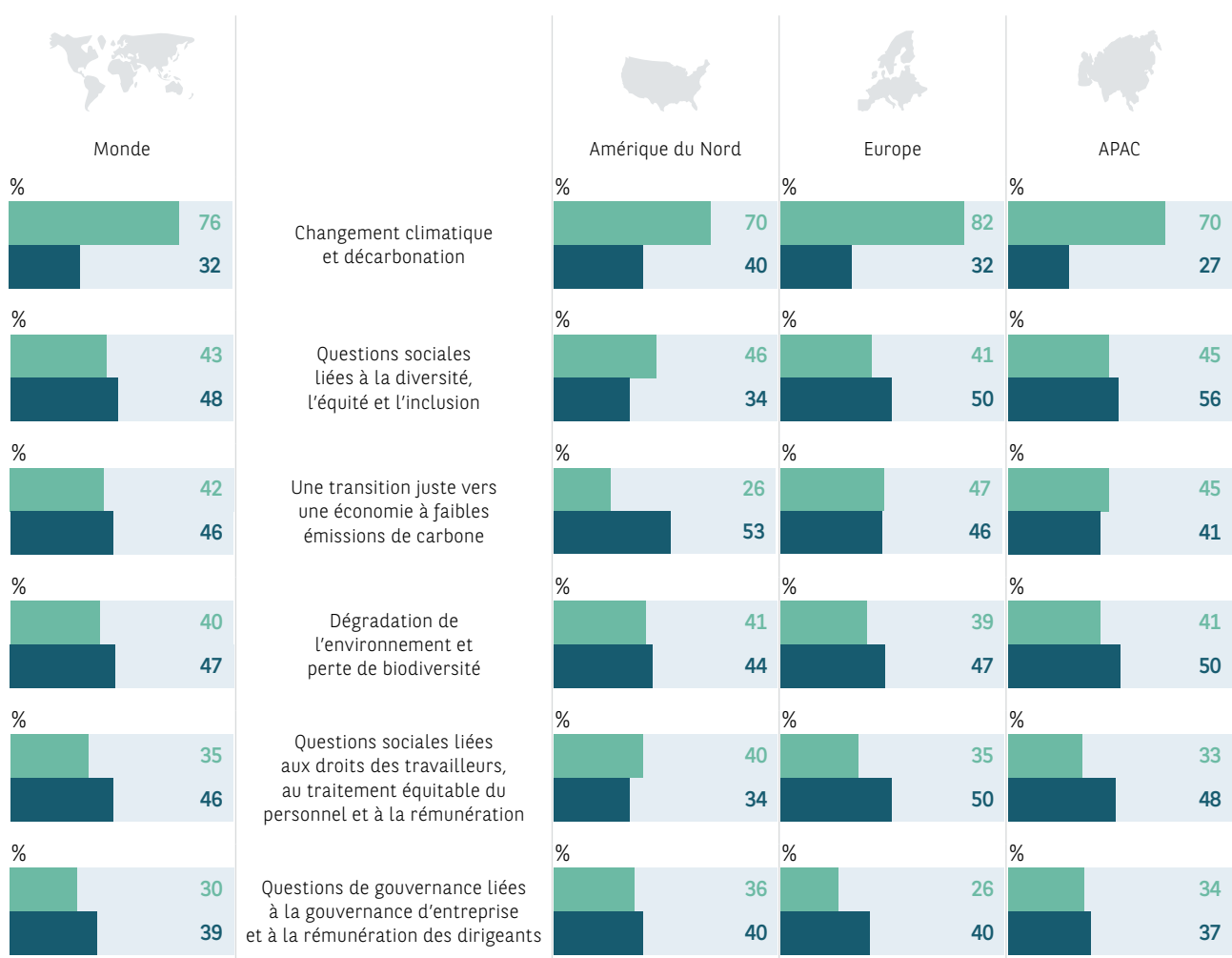
PRIORITÉS EN MATIÈRE D'INVESTISSEMENT ESG POUR L'ACTIONNARIAT ACTIF

ÉTANT donné que l'intérêt pour l'actionnariat actif augmente, il est intéressant de noter les thématiques que les investisseurs considèrent comme prioritaires aujourd'hui et dans les deux prochaines années. De loin, le changement climatique et la décarbonation sont les principales priorités actuelles, 76 % d'entre eux les choisissant avant les questions sociales liées à la diversité, à l'équité et à l'inclusion (43 %), une transition juste vers une économie à faibles émissions de carbone³ (42 %), les dommages environnementaux et la perte de biodiversité (40 %) et les questions sociales liées aux droits des travailleurs, au traitement équitable du personnel et à la rémunération (35 %). La priorité accordée au changement climatique et à la décarbonation s'applique aux trois régions et aux propriétaires d'actifs, aux gestionnaires d'actifs, aux hedge funds et aux sociétés de capital-investissement. Cette constatation est liée à d'autres résultats, tels que l'augmentation des engagements « net zéro » et du désinvestissement ou de l'exclusion des actifs à forte intensité de carbone en tant qu'objectifs ESG clés.

3. Une transition juste vers une économie à faibles émissions de carbone fait référence à la nécessité de soutenir les travailleurs et les communautés affectés par la transition entre la dépendance actuelle aux combustibles fossiles et une économie sobre en carbone. Elle reconnaît qu'il s'agira d'un processus complexe, avec la disparition de millions d'emplois dans des industries à forte intensité de carbone à travers le monde et leur remplacement par des emplois dans des activités à faible intensité de carbone, qui nécessiteront des compétences différentes. Pour que cette transition se fasse de manière socialement et économiquement juste, elle nécessitera une planification, un dialogue et un soutien à grande échelle pour des communautés entières.

THÉMATIQUES CONSIDÉRÉES COMME DES PRIORITÉS CLÉS POUR LE VOTE, L'IMPLICATION ET LES CHANGEMENTS POSSIBLES EN MATIÈRE D'INVESTISSEMENT, AUJOURD'HUI ET DANS LES DEUX PROCHAINES ANNÉES

Parmi les thématiques suivantes, quels sont celles qui sont considérées comme prioritaires pour le vote, l'implication et les éventuels changements d'investissement (p. ex. le désinvestissement ou l'exclusion) aujourd'hui et dans les deux années à venir ? Veuillez sélectionner tous les thèmes qui s'appliquent actuellement.



Une implication active dans la gestion des entreprises en matière d'émissions de carbone est considérée comme essentielle pour la transition vers une économie à faible émission de carbone. Un propriétaire d'actifs européen l'illustre en expliquant comment les investisseurs peuvent collaborer avec les entreprises du secteur de l'énergie pour les aider à abandonner les combustibles fossiles au profit de sources d'énergie renouvelables, telles que les parcs d'éoliennes en mer. « Il s'agit de changer une entreprise de A à Z, plutôt que d'y investir une fois que le changement a été opéré », déclaré-t-il. En tant que tel, l'actionnariat actif peut signifier, comme l'explique un propriétaire d'actifs américain, s'impliquer dans des entreprises qui ont du mal à s'engager dans une plus grande durabilité. « Lorsque nous sommes face à des retardataires, ce n'est pas parce qu'ils pensent que le changement climatique ne les concerne pas. Ils souhaitent travailler sur le sujet, mais ils ne disposent souvent pas de l'adhésion ou des ressources nécessaires pour opérer ce changement. »

Au cours des deux prochaines années, les investisseurs prévoient d'accroître leur vote, leur implication, et d'effectuer d'éventuels changements d'investissement, en ayant par exemple recours au désinvestissement et à l'exclusion, en faveur d'un



Lorsque nous sommes face à des retardataires, ce n'est pas parce qu'ils pensent que le changement climatique ne les concerne pas. Ils souhaitent travailler sur le sujet, mais ils ne disposent souvent pas de l'adhésion ou des ressources nécessaires pour opérer ce changement.

Un propriétaire d'actifs américain

large éventail de questions ESG, à savoir qu'il existe des variations sensibles entre les trois régions.

Dans l'ensemble, le changement climatique et la décarbonation ne seront des thématiques prioritaires pour seulement 32 % des investisseurs au cours des deux prochaines années, ce qui représente une baisse notable par rapport aux 76 % actuels. Étant donné l'intérêt général des investisseurs pour la décarbonation, comme le montrent les principaux objectifs ESG des investisseurs, ce résultat peut être interprété comme montrant que ceux-ci souhaitent accorder de l'attention à d'autres thématiques sans pour autant abandonner les questions du changement climatique et de la décarbonation. Dans ce contexte, les investisseurs peuvent également avoir mis en place des processus visant à traiter du sujet de la décarbonation avec les entreprises, ce qui devrait conduire à un engagement plus ciblé sur les questions climatiques. Un gestionnaire d'actifs européen déclare par exemple : « En général, la majorité des entreprises dans lesquelles nous investissons ont un ensemble d'objectifs scientifiques qui correspondent à ce que nous attendons d'elles. Lorsque ce n'est pas le cas, nous optons pour l'implication. » Une autre gestionnaire d'actifs européen explique que grâce à l'augmentation des données ESG fournies par le règlement sur la divulgation des informations relatives à la finance durable (SFDR), son service a désormais recours à la notion d' « augmentation de température implicite » (implied temperature rise : ITR), qui indique le nombre de degrés d'augmentation de température visé par une entreprise dans le cadre de son plan d'action sur le climat. « Nous essayons de nous familiariser avec ces données et prévoyons de les utiliser dans le cadre de notre engagement, probablement avec les entreprises les plus à risque », commente-t-elle.

En Europe et dans la région APAC, les dommages environnementaux et la perte de biodiversité seront un sujet clé pour un plus grand nombre d'investisseurs au cours des deux prochaines années, tandis que pour les investisseurs nord-américains, une transition juste vers une économie à faibles émissions de carbone deviendra un sujet plus important. Nous pouvons également constater que les questions sociales, qu'il s'agisse des questions de DEI ou des droits des travailleurs, sont de plus en plus prioritaires en Europe et dans la région APAC, tandis qu'elles cèdent le pas à d'autres en Amérique du Nord. Là encore, cela pourrait s'expliquer par le fait que les investisseurs nord-américains délaissent progressivement les questions de DEI dans leurs actions futures après leur avoir accordé la priorité pendant un certain temps, alors que les investisseurs européens et de la région APAC considèrent qu'il s'agit d'un domaine dans lequel ils se doivent d'en faire plus. Les États-Unis sont toutefois la seule région où une majorité d'investisseurs considèrent que la transition juste deviendra une priorité essentielle de leur stratégie au cours des deux prochaines années. L'une des raisons possibles est que du fait de l'importance de l'industrie pétrolière et gazière dans l'économie américaine, les investisseurs sont conscients que si celle-ci doit être remplacée par des sources d'énergie plus vertes, une transition juste est nécessaire pour soutenir les communautés et les travailleurs qui en dépendent actuellement.

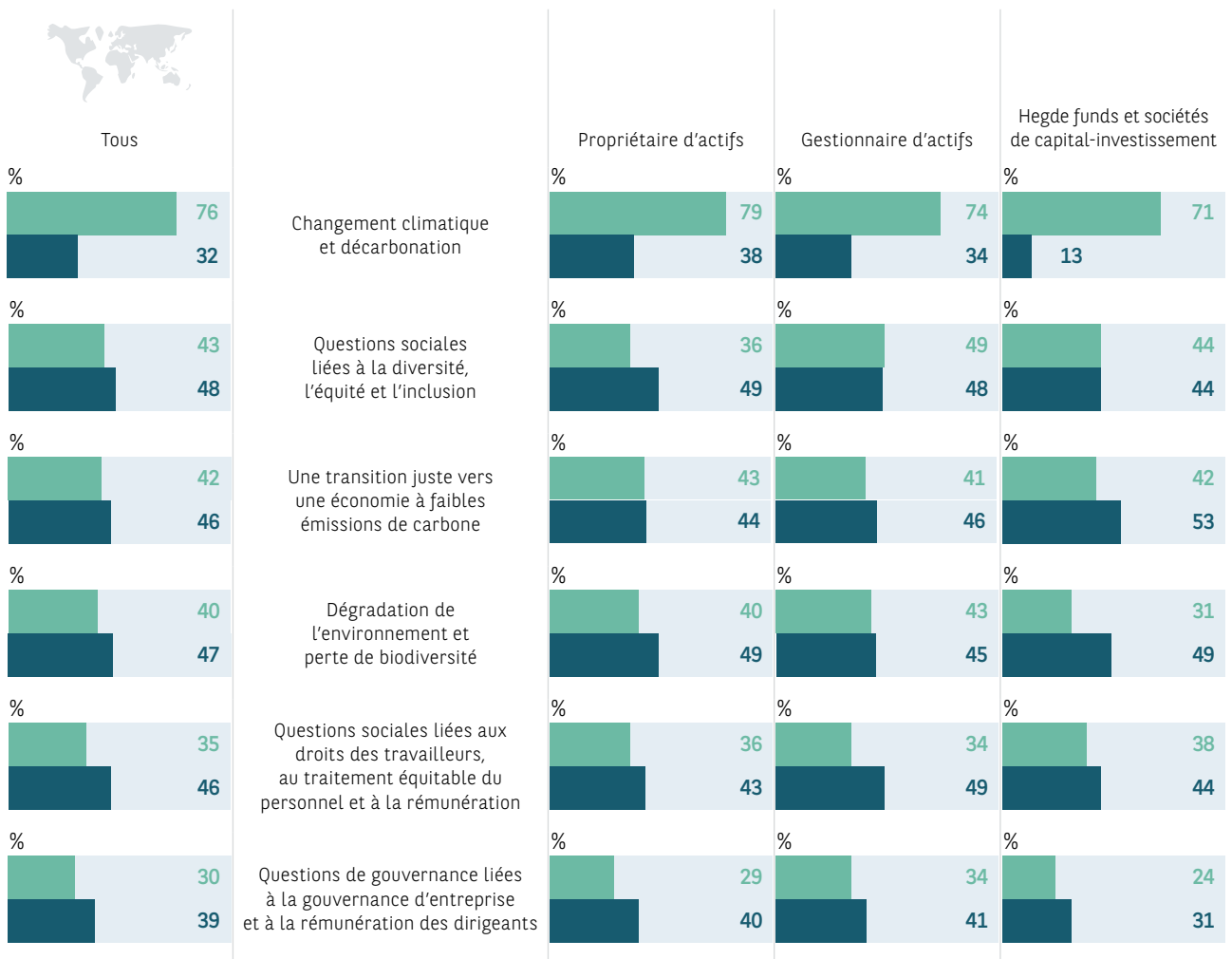
Pour les propriétaires d'actifs, les dommages environnementaux et la perte de biodiversité (de 40 à 49 %), les questions sociales liées à la DEI (de 36 à 49 %), les questions sociales liées aux droits des travailleurs (de 36 à 43 %) et les questions de gouvernance (de 29 à 40 %) sont tous appelés à gagner en importance en tant que thématiques clés pour l'actionnariat actif.

Pour les gestionnaires d'actifs, les augmentations les plus importantes concernent les questions sociales liées aux droits des travailleurs (de 34 à 49 %) et les questions de gouvernance (de 34 à 41 %), suivies par une transition juste vers une économie à faible émission de carbone (de 41 à 46 %). Pour les hedge funds et les sociétés de capital-investissement, les augmentations concernent les dommages environnementaux et la perte de biodiversité (de 31 à 49 %), une transition juste vers une économie à faibles émissions de carbone (de 42 à 53 %), les questions sociales liées aux droits des travailleurs (de 38 à 44 %) et les questions de gouvernance (de 24 à 31 %).

**LES ÉTATS-UNIS SONT
TOUTEFOIS LA SEULE
RÉGION OÙ UNE MAJORITÉ
D'INVESTISSEURS
CONSIDÈRENT QUE LA
TRANSITION JUSTE DEVIENDRA
UNE PRIORITÉ ESSENTIELLE DE
LEUR STRATÉGIE AU COURS DES
DEUX PROCHAINES ANNÉES**

PRINCIPALES PRIORITÉS EN MATIÈRE DE VOTE, D'IMPLICATION ET DE MODIFICATIONS ÉVENTUELLES DES INVESTISSEMENTS

Parmi les thématiques suivantes, quelles sont celles qui sont considérées comme prioritaires pour le vote, l'implication et les éventuels changements d'investissement (p. ex. le désinvestissement ou l'exclusion) aujourd'hui et dans les deux années à venir ? Veuillez sélectionner tous les thèmes qui s'appliquent actuellement.



Dans l'ensemble, les résultats de l'enquête montrent qu'au cours des deux prochaines années, les 50 % de personnes interrogées qui prévoient d'avoir recours à l'actionnariat actif dans le cadre de leur approche d'investissement ESG ont l'intention de se concentrer sur plusieurs thématiques à la fois. Si le changement climatique et la décarbonation sont actuellement une priorité essentielle, d'autres thématiques ne tarderont pas à acquérir de l'importance aux yeux des investisseurs. Interrogé sur l'évolution de son approche à l'actionnariat actif, un gestionnaire d'actifs européen déclare : « La santé sera un sujet à l'avenir, qui se traduira par une transition alimentaire, et qui est également lié à la biodiversité. Un autre thème pour nous est l'économie circulaire, qui se traduira par la transition des matériaux. »



La santé sera un sujet à l'avenir, qui se traduira par une transition alimentaire, et qui est également lié à la biodiversité. Un autre thème pour nous est l'économie circulaire, qui se traduira par la transition des matériaux.

Un gestionnaire d'actifs européen

SI LE CHANGEMENT CLIMATIQUE ET LA DÉCARBONATION SONT ACTUELLEMENT UNE PRIORITÉ ESSENTIELLE, D'AUTRES THÉMATIQUES NE TARDERONT PAS À ACQUÉRIR DE L'IMPORTANCE AUX YEUX DES INVESTISSEURS



41%

LES RÉSULTATS DE CETTE ANNÉE
MONTRENT QU'UN PEU PLUS
DE QUATRE INVESTISSEURS
SUR DIX ONT POUR OBJECTIF
CLÉ DE S'ENGAGER À ATTEINDRE
L'OBJECTIF « NET ZÉRO »
À UNE CERTAINE DATE

AUTRES MESURES PRISES PAR LES INVESTISSEURS EN VUE DE L'ADOPTION D'UN MODÈLE ÉCONOMIQUE À FAIBLES ÉMISSIONS DE CARBONE

EN 2021, l'enquête ESG a révélé que le « net zéro » était une composante importante de l'investissement ESG, car les investisseurs institutionnels ont commencé à adopter l'objectif « net zéro » de carbone d'ici une certaine date, généralement 2050, pour respecter l'accord de Paris sur la limitation du changement climatique. En 2021, 37 % des investisseurs s'étaient engagés publiquement à atteindre un objectif « net zéro », tandis que 36 % étudiaient activement la faisabilité de la mise en œuvre d'une telle politique au sein de leur entreprise. Les résultats de cette année montrent qu'un peu plus de quatre investisseurs sur dix (41 %) ont pour objectif clé de s'engager à atteindre l'objectif « net zéro » à une certaine date, par exemple en 2050. Cette proportion passera à près de la moitié (48 %) de tous les investisseurs au cours des deux prochaines années, avec peu de différences entre les trois régions.

Comme on pouvait s'y attendre, l'examen des données révèle un lien étroit entre les investisseurs dont l'un des principaux objectifs ESG est de parvenir à un bilan « net zéro » et le nombre d'actions de décarbonation qu'ils entreprennent. Alors que 41 % des investisseurs en général ont un engagement pour le « net zéro » comme objectif ESG clé, ce chiffre passe à 48 % pour les investisseurs qui entreprennent au moins trois actions de décarbonation. En outre, alors que 44 % des investisseurs déclarent que la décarbonation de leur portefeuille est soit une priorité élevée, soit une priorité absolue aujourd'hui ou dans les deux prochaines années, ce chiffre passant à 61 % pour les investisseurs qui entreprennent au moins trois actions de décarbonation.

En ce qui concerne la façon dont ils décarboneront leurs portefeuilles, comme ils l'ont déjà montré, les investisseurs ont recours à la sous-pondération des secteurs à forte intensité de carbone ou à l'investissement dans les leaders de l'ESG (44 %), à l'exclusion des secteurs à forte intensité de carbone (43 %) et à l'exercice d'une propriété active (37 %). Viennent ensuite les mesures visant à mesurer leur empreinte carbone en utilisant les émissions de scope 1 et 2 (35 %) et les impacts matériels les plus importants de leurs portefeuilles sur les émissions de carbone (34 %), puis d'autres mesures, telles que la collaboration avec d'autres propriétaires d'actifs (29 %) et l'octroi de crédits carbone et la compensation des émissions de carbone (26 %).

Parmi les investisseurs qui entreprennent au moins trois actions de décarbonation, les plus répandues sont la sous-pondération des secteurs à forte intensité de carbone ou la restriction des investissements aux meilleures performances ESG (53 %), l'exclusion des secteurs à forte intensité de carbone (52 %) et le calcul de l'empreinte carbone d'une partie ou de la totalité de leurs actifs (49 %).

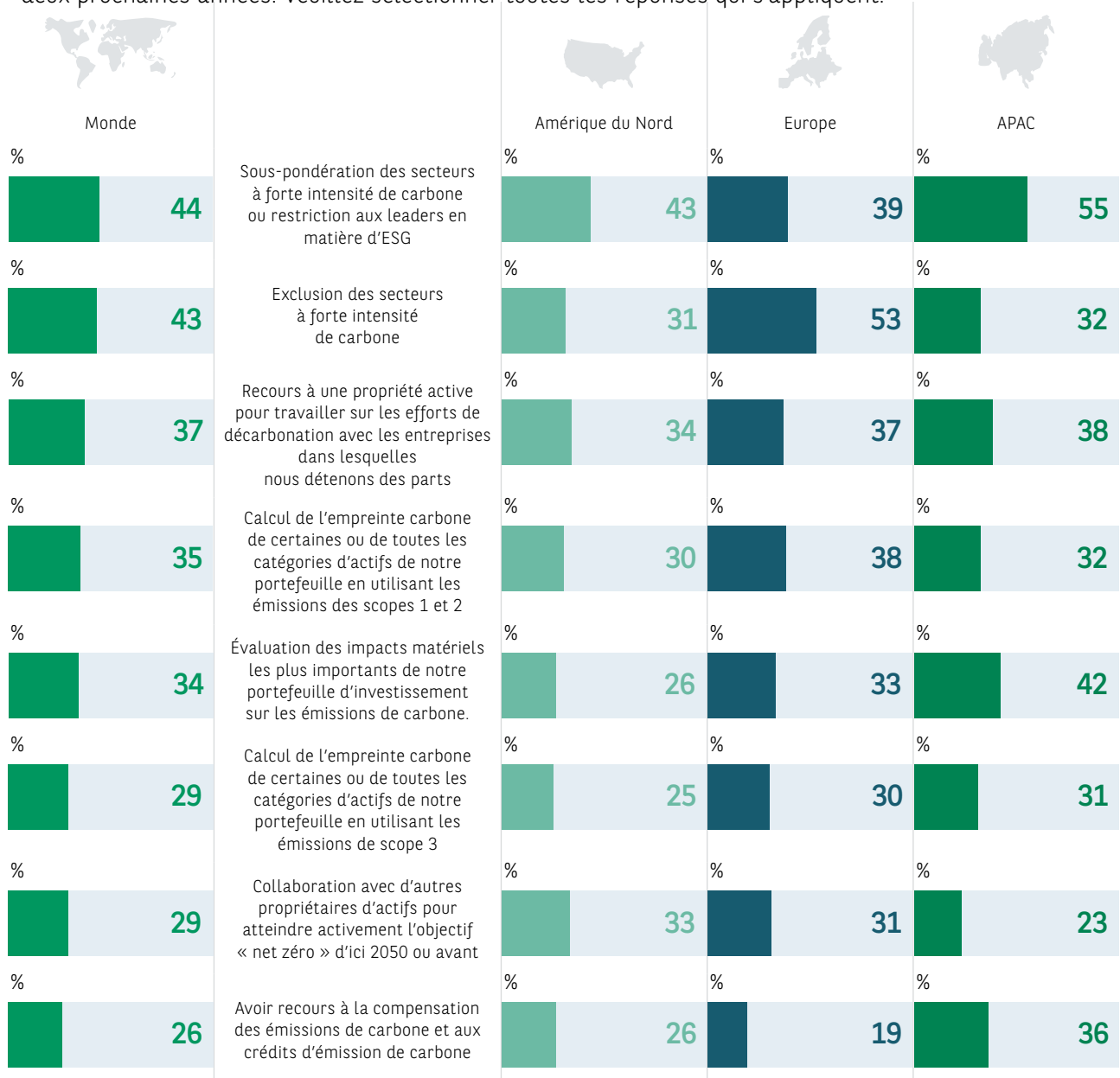
Au niveau régional, les investisseurs de la région APAC sont plus enclins à sous-pondérer les secteurs à forte intensité de carbone, tandis que les Européens sont plus enclins à avoir recours à l'exclusion et moins à la compensation et aux crédits carbone. Les investisseurs nord-américains sont légèrement moins enclins à calculer leur empreinte carbone et à évaluer l'impact de leur portefeuille sur les émissions de carbone.

Parmi les types d'entreprises, on note un point de différence en termes de décarbonation, à savoir que les hedge funds et les sociétés de capital-investissement sont plus susceptibles d'avoir recours à l'actionnariat actif pour travailler sur les efforts de décarbonation avec les entreprises bénéficiaires (53 % contre 39 % pour les propriétaires d'actifs et 30 % pour les gestionnaires d'actifs). Cette constatation est logique, car les sociétés de capital-investissement, qui sont représentées au conseil d'administration et détiennent souvent des participations importantes dans les entreprises bénéficiaires, sont bien placées pour s'engager dans un actionnariat actif.

LES HEDGE FUNDS ET LES SOCIÉTÉS DE CAPITAL-INVESTISSEMENT SONT PLUS SUSCEPTIBLES D'AVOIR RECOURS À L'ACTIONNARIAT ACTIF POUR TRAVAILLER SUR LES EFFORTS DE DÉCARBONATION AVEC LES ENTREPRISES BÉNÉFICIAIRES

ACTIONS DE DÉCARBONATION PAR RÉGION

Veillez fournir des détails sur vos actions de décarbonation si votre entreprise décarbonne déjà ses investissements ou prévoit de commencer à le faire au cours des deux prochaines années. Veillez sélectionner toutes les réponses qui s'appliquent.





Nous nous sommes fixé pour objectif d'aller au-delà du « net zéro », d'avoir un impact positif. Cet objectif est hiérarchisé. La première étape consiste à exclure tous les investissements qui ont un impact négatif énorme et qui ne peuvent pas être durables, comme le secteur des combustibles fossiles. L'étape suivante consiste à réduire l'impact négatif des investissements dans le portefeuille. Nous vérifions donc si les entreprises bénéficiaires disposent d'un plan d'action climatique et si leurs activités sont conformes à ce plan.

Un propriétaire d'actifs européen

En ce qui concerne la décarbonation, à en croire certains de leurs commentaires, les investisseurs sont tout à fait conscients qu'ils n'en sont qu'au début de leur parcours. Un propriétaire d'actifs américain déclare par exemple : « Nous sommes encore en train d'élaborer un plan « net zéro » pour 2050. Nous avons travaillé avec de nombreux grands régimes de retraite, qui peuvent avoir des stratégies d'implication pour 200 à 300 entreprises. C'est ce que nous espérons faire. Nous voulons que les énergies renouvelables représentent environ 30 % de notre portefeuille en 2040. » Un DSI d'une compagnie d'assurance en Chine explique comment ses efforts de décarbonation s'inscrivent dans la politique du gouvernement chinois. « En réponse aux exigences du gouvernement, notre stratégie globale de décarbonation consiste à suivre les entreprises qui peuvent atteindre les objectifs de décarbonation stipulés. Et nous éviterons les entreprises qui ne sont pas en mesure d'atteindre les objectifs de décarbonation du gouvernement ou nous nous en désengagerons. » Les investisseurs ayant adopté l'investissement à impact, à l'instar de ce propriétaire d'actifs européen qui se concentre sur l'investissement à impact, ont souvent des objectifs de décarbonation plus ambitieux : « Nous nous sommes fixé pour objectif d'aller au-delà du « net zéro », d'avoir un impact positif. Cet objectif est hiérarchisé. La première étape consiste à exclure tous les investissements qui ont un impact négatif énorme et qui ne peuvent pas être durables, comme le secteur des combustibles fossiles. L'étape suivante consiste à réduire l'impact négatif des investissements dans le portefeuille. Nous vérifions donc si les entreprises bénéficiaires disposent d'un plan d'action climatique et si leurs activités sont conformes à ce plan. »

FIXATION D'OBJECTIFS DE RÉDUCTION DES ÉMISSIONS DE CARBONE

DANS le cadre de leur travail de décarbonation, les investisseurs doivent collaborer avec d'autres parties, qu'il s'agisse d'autres investisseurs ou de leurs gestionnaires d'actifs externes. L'une des façons de travailler avec les gestionnaires d'actifs est de fixer ou d'imposer des objectifs de réduction des émissions de carbone. Dans l'ensemble, un peu plus de la moitié (52 %) des investisseurs le font déjà. La plupart d'entre eux (41 %) fixent un objectif souple ou travaillent avec un gestionnaire d'actifs aligné sur leur objectif de décarbonation, tandis que 11 % fixent un objectif contraignant dans l'accord de gestion des investissements. Par ailleurs, 32 % des investisseurs déclarent que même s'ils ne se fixent pas pour le moment d'objectif de réduction des émissions de carbone, il est probable qu'ils le fassent au cours des deux prochaines années. Seule une minorité (16 %) ne prévoit pas d'imposer des objectifs de réduction des émissions de carbone à leurs gestionnaires d'actifs.

Les investisseurs de la région APAC sont en tête de peloton, puisque 17 % d'entre eux ont fixé des objectifs stricts, tandis que 47 % ont des objectifs souples ou s'alignent sur la décarbonation. Les investisseurs européens ne sont pas loin derrière, avec 8 % d'objectifs stricts et 47 % d'objectifs souples. Dans les deux régions, davantage d'investisseurs prévoient de commencer à fixer des objectifs au cours des deux prochaines années ; 36 % dans la région APAC et 30 % en Europe. Les investisseurs nord-américains sont loin derrière leurs pairs en ce qui concerne les objectifs de réduction des émissions de carbone, 43 % d'entre eux n'ayant pas l'intention d'en fixer et seulement un tiers les utilisant actuellement.

SEULE UNE MINORITÉ,
16%, NE PRÉVOIT
PAS D'IMPOSER DES
OBJECTIFS DE RÉDUCTION
DES ÉMISSIONS DE
CARBONE À LEURS
GESTIONNAIRES D'ACTIFS



Nous voulons être sûrs que leur approche de l'investissement responsable est intégrée dans tous les processus. Le gestionnaire fiduciaire vérifie tous les trimestres si le gestionnaire d'actifs a toujours la bonne attitude en matière d'investissement responsable.

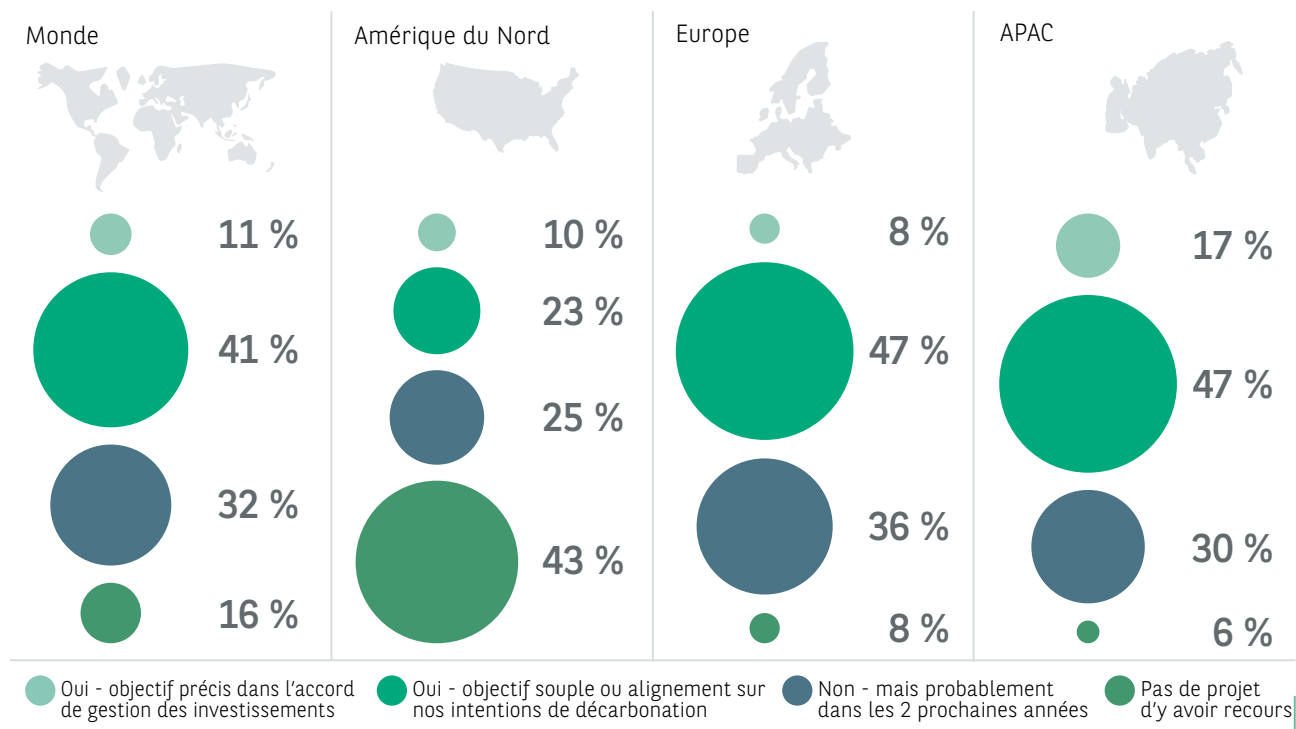
Un propriétaire d'actifs européen

Un propriétaire d'actifs de la région APAC explique qu'il fixe des objectifs de réduction des émissions de carbone à la fois souples et rigoureux à ses gestionnaires d'actifs. « Certains ont un objectif strict qui consiste à être 40 % plus bas que le marché. D'autres ont un objectif basé sur le risque, exigeant par exemple que pour 25 points de base d'erreur de suivi, le gestionnaire utilise cette erreur de suivi pour maximiser la réduction des émissions de carbone. » Un propriétaire d'actifs européen, qui a recours à la gestion fiduciaire, indique qu'il dispose

d'un tableau de bord ESG montrant sa réduction des émissions de carbone par rapport à un indice de référence. Cet investisseur déclare également qu'il souhaite s'aligner sur ses gestionnaires d'actifs en matière de durabilité. « Nous voulons être sûrs que leur approche de l'investissement responsable est intégrée dans tous les processus. Le gestionnaire fiduciaire vérifie tous les trimestres si le gestionnaire d'actifs a toujours la bonne attitude en matière d'investissement responsable. »

LES INVESTISSEURS ET LE RECOURS AUX OBJECTIFS DE RÉDUCTION DES ÉMISSIONS DE CARBONE

Imposez-vous des objectifs de réduction des émissions de carbone à vos gestionnaires d'actifs externes ?



CONCLUSION



L'UN des résultats les plus frappants de cette recherche est la diversité des points de vue sur les éléments les plus importants de la définition d'un investissement durable. Ceci met en évidence le fossé potentiel qui se creuse entre une approche cohérente de l'investissement durable à l'échelle mondiale et les points de vue individuels des investisseurs. Ceci se reflète clairement dans les données de notre étude, où nous avons constaté une différence entre l'Amérique du Nord et les autres régions, les investisseurs nord-américains se concentrant sur ce qui est important pour leur entreprise en tant qu'investisseurs durables, tandis que les investisseurs d'Europe et de la région APAC s'alignent davantage sur des critères externes, principalement sur la réglementation et les orientations politiques.

À l'opposé, l'étude montre également comment les investisseurs du monde entier prennent désormais des mesures pour lutter contre le changement climatique. Les accords mondiaux, tels que l'Accord de Paris de 2015, ont conduit de nombreux investisseurs à se fixer des objectifs « net zéro ». L'adoption d'objectifs « net zéro » est un bon exemple de la façon dont l'investissement ESG évolue au fil du temps, et de comment les investisseurs sont devenus plus sophistiqués dans leur analyse, ce qui nécessite des données plus nuancées. Alors que l'investissement ESG est souvent motivé par des valeurs, ce qui peut modifier l'orientation des entreprises et des personnes, l'investissement durable reconnaît qu'un objectif commun, en l'occurrence la production d'un modèle économique et social durable à l'ère du réchauffement climatique, nécessite une action unie pour fonctionner. Ainsi, des investisseurs chinois et américains peuvent par exemple s'accorder sur l'objectif du « net zéro » alors que leurs points de vue sur d'autres aspects de l'investissement ESG peuvent diverger considérablement.

L'importance de l'investissement durable, avec la décarbonation comme objectif, explique également pourquoi les investisseurs passent d'approches plus passives, telles que l'exclusion de certains investissements, à des approches plus actives, telles que l'exercice de la propriété active et le recours à l'investissement à impact. En effet, des approches telles que l'actionnariat actif et l'investissement à impact permettent aux investisseurs d'utiliser plus efficacement leurs actifs sous gestion, en apportant des changements positifs dans les entreprises investies. Si les investisseurs peuvent développer cette approche, les chances d'une action efficace en faveur de la décarbonation et d'une transition vers une économie à faibles émissions de carbone augmentent également.

En examinant l'éventail des réponses des investisseurs dans cette enquête, ainsi que leurs propres commentaires, nous pouvons constater une grande hétérogénéité dans les attitudes et les actions des investisseurs en matière d'investissement durable. Cependant, cette enquête, ainsi que les précédentes enquêtes ESG menées par BNP Paribas, montrent qu'il existe une tendance générale à l'adoption de l'investissement durable. Dans ce contexte, nous pouvons observer des développements encourageants, comme le fait que de nombreux acteurs des régions APAC et Amérique du Nord vont de l'avant dans le domaine de l'investissement durable. Un autre signe positif est que l'investissement durable est désormais souvent appliqué à des classes d'actifs telles que le capital-investissement et la dette privée. Delphine Queniart conclut : « L'enquête montre que les investisseurs passent d'approches plus passives, telles que l'exclusion de certains investissements,

à des approches plus actives, telles que l'exercice de la propriété active et le recours à l'investissement à impact. Alors que les investisseurs institutionnels se préparent à intensifier leurs efforts, les marchés privés deviennent progressivement plus importants pour les stratégies ESG des investisseurs. Il n'est cependant pas toujours facile d'investir sur les marchés privés dans une optique de durabilité et d'impact. Malgré les difficultés, l'impact peut être très efficace, et les résultats montrent que les hedge funds et les sociétés de capital-investissement sont de plus en plus favorables à l'investissement durable. » Il reste encore beaucoup à faire, ce que nous rappelent avec force les épisodes météorologiques violents et erratiques qui se multiplient aux quatre coins du globe, mais cette étude montre que de nombreux investisseurs font des progrès décisifs en matière d'investissement durable.



L'enquête montre que les investisseurs passent d'approches plus passives, telles que l'exclusion de certains investissements, à des approches plus actives, telles que l'exercice de la propriété active et le recours à l'investissement à impact. Alors que les investisseurs institutionnels se préparent à intensifier leurs efforts, les marchés privés deviennent progressivement plus importants pour les stratégies ESG des investisseurs.

Delphine Queniart



NOUS SUIVRE



NOTRE SITE INTERNET

securities.cib.bnpparibas

Les informations, opinions et évaluations contenues dans le présent document (les informations) sont jugées fiables mais BNP Paribas ne garantit ni leur exhaustivité ni leur exactitude. Ces informations sont émises par BNP Paribas et peuvent être modifiées sans préavis. BNP Paribas et ses filiales ne sauraient être tenus responsables de toute erreur, omission ou opinion contenue dans ce document. Ce document ne constitue ni une offre ni une sollicitation d'achat ou de vente d'un quelconque instrument financier. Afin d'éviter toute ambiguïté, toute information contenue dans le présent document ne saurait constituer un accord entre les parties. Des informations supplémentaires pourront être fournies sur demande.

BNP Paribas est un établissement de crédit autorisé à exercer des activités bancaires et prestataire de services d'investissement en vertu du droit applicable en France et est soumis au contrôle prudentiel sur base consolidée de la Banque Centrale Européenne (BCE), en coopération avec l'Autorité de Contrôle Prudentiel et de Résolution (ACPR). En tant que société cotée et prestataire de services d'investissement, BNP Paribas est également en France sous la tutelle de l'Autorité des Marchés Financiers (AMF). Son siège social est situé au 16 boulevard des Italiens, 75009 Paris, France et son site internet est <https://group.bnpparibas>.

BNP Paribas est autorisé et agréé par la Banque Centrale Européenne (BCE) et l'Autorité de Contrôle Prudentiel et de Résolution (ACPR). BNP Paribas est autorisé par la Prudential Regulation Authority (PRA) et est assujéti à la réglementation de la Financial Conduct Authority (FCA) et à certaines des règles de la Prudential Regulation Authority (PRA). Des informations sur l'étendue des règles de la Prudential Regulation Authority (PRA)

auxquelles nous sommes assujétiés sont disponibles sur demande. BNP Paribas, succursale de Londres, est enregistrée au Royaume-Uni sous le numéro FC13447. Numéro d'établissement au Royaume-Uni : BR000170. Siège social au Royaume-Uni : 10 Harewood Avenue, London NW1 6AA.

Les services décrits dans le présent document, s'ils sont offerts aux États-Unis, sont offerts par BNP Paribas, agissant par l'intermédiaire de sa succursale de New York (autorisée et agréée par le Department of Financial Services de l'État de New York) ou de BNP Paribas Financial Services LLC, une société anonyme constituée en vertu des lois de l'État de Delaware ; s'il s'agit d'un service titres, par BNP Paribas Securities Corp., une société de bourse enregistrée auprès de la Securities and Exchange Commission (SEC), membre de la Securities Investor Protection Corporation (SIPC) et de la Financial Industry Regulatory Authority (FINRA) ; ou, s'il s'agit d'un produit lié à un contrat à terme par BNP Paribas Securities Corp., société inscrite en tant que Futures Commission Merchant auprès de la Commodities Futures Trading Commission (CFTC) et membre de la National Futures Association (NFA).

Conformément au Règlement Général sur la Protection des Données (RGPD) n°2016/679, selon la nature des traitements de vos données à caractère personnel concernés, vous disposez d'un droit d'accès, de rectification, d'effacement, de limitation du traitement et d'opposition concernant vos données personnelles. Pour en savoir plus sur le Règlement Général sur la Protection des Données (RGPD), sur le détail des finalités de traitement et la conservation de vos données par BNP Paribas SA dans le cadre des activités de Securities Services, consultez notre notice d'information sur la protection des données : <https://cib.bnpparibas/protection-des-donnees-personnelles/>.



BNP PARIBAS

La banque
d'un monde
qui change